



# ARD

## Alliance Républicaine pour le Développement

### Journal Réalité - Edition mensuelle de Mars 2019 – République de Djibouti

Président de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) : Adan Mohamed Abdou

Directeur de publication : Mahdi Ibrahim God # Rédacteur en chef : Maki Houmed-Gaba

#### SOMMAIRE

#### EDITORIAL

Éditorial du directeur de publication .....	1
Communiqué de l'ARD .....	3
Tournée du Haut-Conseil de l'ARD.....	4
Visite du Haut-Conseil de l'USN auprès de Qarshile .....	5
Mars 2019 au fil du mois .....	5
Bagnolet accorde sa protection à Mohamed Kadamy .....	6
Compte-rendu de la soirée de mobilisation avec Mohamed Kadamy.....	6
Appel à la conférence de l'USN du 6 avril 2019 à Bruxelles.....	7
Compte-rendu de la conférence de l'USN du 10 mars 2019 à Djibouti .....	8
Lette de Philippe Martinez à Le Drian...12	

\*

**ALLIANCE REPUBLICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT  
ARD – FONDEE LE 2 AVRIL 2002 A DJIBOUTI**

\*

**www.ard-djibouti.org  
realite\_djibouti@yahoo.fr  
@ARD\_Djibouti**

\*

#### EDITORIAL, par Mahdi Ibrahim God

De nombreuses communautés revendiquent cette citation y compris chez nous : « *Soit un homme* ». **Une question de Madame Grey** : *Mais au fond, ça veut dire quoi ? Qu'il faut être fort, qu'il faut se sacrifier, qu'il faut gagner à tout prix ? Peut-être que c'est plus simple que ça. C'est peut-être savoir accepter ses faiblesses. Parfois être un homme, un vrai, c'est savoir mettre sa fierté de côté, reconnaître la défaite et simplement tout recommencer* ».

En fait, une histoire de mâle dominant que certains disent « Libaax, Louback, Ambassa, etc... ». Les Européens qui n'ont pas de Lions naturellement chez eux dominant cet animal sauvage dans les cirques et le considèrent comme fier, cruel et fainéant, jusqu'à tuer la progéniture de sa femelle.

C'est en parlant de mâle dominant que je réfléchis ici à femelle et surtout de la question graduelle de « *soit un homme* ». Je ne peux croire que l'homme doit correspondre à cet Ambassa, un animal. L'homme n'a rien à voir avec cette force innée, il est doté de la merveilleuse intelligence extraordinaire que Allah, le miséricordieux, lui a donné contrairement à l'Animal.

Un mois de honte et de chants à la gloire de celui-ci qui se prend pour le « Roi Lion ». Un mois marqué par des festivités de youyous et de danses, une occasion d'enflammer des millions de nos francs en ralliant le nord de Djibouti et le sud de la Somalie, principalement la capitale Mogadisho. Quelle ingratitude...

.../...

Pour Nous djiboutiens de partout : le mois de mars 2019 a été un mois de mobilisation et d'action en faveur du Président du Frud Mohamed Kadamy. Le tyran voulait bien entendu par l'entremise d'avocats peu scrupuleux échanger un homme intègre contre un dealer financier international comme il en existe dans les pays corrompus comme la France.

La mobilisation des Djiboutiens solidaires (sans invitation aucune) a été à la hauteur de son engagement pour défendre leur compatriote et exiger la Démocratie. Ils ont été appuyés et soutenus par tous les démocrates français et notamment les associations solidaires comme l'Ardhd, Survie, les Députés de Gauche, la Commune de Bagnolet et bien d'autres...

Pour le Tyran Lion : c'est encore ces multiples affaires de corruptions et de poursuites juridico-tribales. Après Boreh qui l'a battu à plates coutures à Londres, au Tribunal international en matière commercial, voilà qu'apparaît un échange extraordinaire de missives et de délégations (sans détail aucun) entre deux pays dont déjà les droits élémentaires des citoyens ne sont pas respectés : Djibouti et l'État autoproclamé du Somaliland.

Si Boreh a prouvé son innocence dans la concession du port devant un tribunal impartial, son successeur dans une partie de la gestion des sites portuaires tourne mal. L'affaire d'Ahmed Guelleh Arab n'est pas la première et ne sera pas la dernière sur la question de la corruption à grande échelle à Djibouti.

D'ailleurs, en visite éclair à Djibouti le Président Macron avait bien signifié diplomatiquement que Djibouti n'était pas un paradis d'investissements mais une sorte de caverne d'Ali-Baba. En fait, *on ne confie pas sa bourse à un voleur... Ses engagements selon mes informations dans le sérail financier européen se sont avérés peu crédibles...*

Aussi, l'état de droits faisant défaut dans ces deux contrées voisines, les menaces par réseaux sociaux interposés répondent à une sorte de guerre tranchée de sous-tribus. Vraiment Dommage.

A suivre...

.../...

Pour Nous Djiboutiens : Au-delà de toutes les unions circonstanciées lors des élections, l'opposition doit savoir dans un débat définitif quel type de pays et sous quel régime elle veut construire. On ne construit pas une chose à partir de rien mais sur la base de fondements clairs. Raison pour laquelle nous lançons un appel à tous nos concitoyens de prendre la mesure du danger qui guette notre petite république sous Guelleh qui risque de le laisser dans cet état de déconfiture et surtout sous l'adage de « *après moi le déluge* ».

Dans l'état actuel des choses le régime n'apporte et n'apportera aucune solution tant à moyen qu'à long terme. Il s'attèle tout simplement à amplifier la division nationale sur des bases tribales et ethniques.

Pour Nous encore : Je n'ai aucun doute sur l'opposition qui peut encore mobiliser sa population et le peuple tout entier dans les régions y compris les plus reculées du pays. Seulement le cadre délétaire actuel ne permettra aucunement à une quelconque participation électorale car tout doit, avant toute chose, passer par un dialogue franc entre oppositions dans un cadre USN repensé, rediscuté avec le Frud de Kadamy pour dégager une lutte complémentaire légitime face à l'imposture d'une dictature qui n'a jamais respecté les accords de paix signés avec Ahmed DINI comme Ahmed YOUSOUF.

Pour le bonheur de Nous : Le coup d'Etat de Ismail Omar Guelleh en 1999 est désastreux et ne peut rester impuni. La continuité du tout répressif ne peut être acceptée ni acceptable. **I OG DEGAGES comme disent les Maghrébins.**

L'état de la situation actuelle de Djibouti impose comme en Algérie un changement inéluctable. La rue doit se prêter à un balayage tous azimuts. Grace à la jeunesse, nôtre jeunesse...

C'est maintenant ou jamais que le peuple djiboutien a besoin de saisir sa chance face à un tyran isolé de son peuple, de la région et du monde. La jeunesse du monde exige le changement, Djibouti ne peut être en reste. Nous pourrons dans les prochains jours vous présenter une refonte pour une unité inclusive de toutes les communautés nationales, sans crainte aucune, vers la libération claire du peuple djiboutien, surtout à Djibouti-ville, le terroir de la Dictature, option indispensable pour une Liberté juste et réelle.

**Ainsi, la baraka sera ainsi au rendez-vous.**

Par Mahdi Ibrahim God  
Directeur de publication

Djibouti, lundi 4 mars 2019



## Communiqué

Réaffirmée dans tous ses congrès, la réunification de l'ARD a été la préoccupation constante de ses dirigeants.

Cette réunification vient d'être concrétisée après de profondes discussions, dans le respect de nos Statuts, de notre Règlement intérieur et des résolutions de nos congrès.

Il a été convenu de mettre en place une structure intérimaire dénommée "**Haut Conseil de l'ARD**" chargée de mettre en œuvre les modalités techniques de cette réunification, devant aboutir à l'organisation d'un congrès unitaire.

À compter de ce jour, ce Haut Conseil de l'ARD est présidé par monsieur Adan Mohamed Abdou et composé provisoirement de monsieur Hassan Mohamed Hassan "dit" Dilleyta, monsieur Cassim Ahmed Dini et monsieur Kassim Ali Dini.

Adan Mohamed Abdou  
Président du Haut Conseil de l'ARD

---

\*

Page 3/12

ARD - Journal Réalité - Edition mensuelle de Mars 2019

[ard-djibouti.org](http://ard-djibouti.org)

[realite\\_djibouti@yahoo.fr](mailto:realite_djibouti@yahoo.fr)

[@ARD\\_Djibouti](https://twitter.com/ARD_Djibouti)

## **TOURNEE DU HAUT-CONSEIL DE L'ARD A DJIBOUTI-VILLE : WAHLE DABA et ARHIBA**

### **Tournée du Haut Conseil de l'ARD au siège de la fédération de WAHLE DABA, à Djibouti ville, le 29 mars 2019**

Dans le but de poursuivre le processus de réunification de l'ARD dans toutes ses instances et structures, le Haut Conseil de l'ARD a tenu ce vendredi 29 Mars 2019 une réunion avec les militants et membres du comité de la fédération de WAHLE DABA.

Ci-dessous quelques photos de la tournée



\*\*\*

### **Tournée du Haut Conseil de l'ARD au siège de la fédération d'ARHIBA, à Djibouti-ville, le 22 mars 2019**

Dans le but de poursuivre le processus de réunification de l'ARD dans toutes ses instances et structures, le Haut Conseil de l'ARD a tenu ce vendredi 22 Mars 2018 une réunion avec les militants et membres du comité de la fédération d'ARHIBA. Ci-dessous une photo de la tournée.



\*



## Visite des dirigeants de l'USN auprès de Abdi Robleh dit Qarshileh, compositeur de l'hymne national (Djibouti, 20-03-19)

Les dirigeants de l'USN ont rendu visite ce matin 20 mars 2019 au héros national Abdi Robleh Qarshileh dans son domicile.

Après l'avoir salué chaleureusement, ils se sont enquis longuement de sa situation ainsi que celle de sa famille.

Ils ont regretté les conditions de vie déplorables dans lesquelles il vit avec ses enfants et lui ont témoigné tout leur soutien en tant que dirigeants de l'opposition et compatriotes.

Par ailleurs, ils lancent un appel à tous les djiboutiens et djiboutiennes, écoliers, universitaires, enseignants, jeunes diplômés au chômage, et à toute bonne volonté à soutenir massivement le monument vivant de notre histoire, Abdi Robleh Qarshileh en lui rendant visite ou en lui collectant des fonds car cet homme entre autres symbolise notre honneur et notre fierté nationale.



Page 5/12

## Mars 2019 : au fil du mois

**Trois jeunes membres du parti d'opposition Model interpellés** le lundi 4 mars 2019. Il s'agit de Kamaldine Moussa Djama, Osman Omar Youssouf et enfin d'Abdourahman Yacin Abdillahi. Les motifs d'arrestation sont toujours attendus.

\*

**Ethiopian Airlines : 157 morts dans le crash d'un avion reliant Addis-Abeba à Nairobi** Un Boeing 737 de la compagnie Ethiopian Airlines, avec 157 personnes à bord qui effectuait la liaison Addis-Abeba-Nairobi s'est écrasé ce dimanche 10 mars dans la matinée, a annoncé la compagnie éthiopienne. Sincères condoléances de l'ensemble des Djiboutiens à leurs frères et amis éthiopiens.

\*

**Visite du président français Emmanuel Macron le 12 mars à Djibouti.** Malgré la conférence de presse commune tenue des deux présidents à la fin de l'entrevue : attentes de la jeunesse Djiboutienne et son avenir, climat délétère des affaires, insécurité dans les investissements et situation politique intérieure auraient été abordés.

\*

### **Visite d'Ismaël Omar Guelleh en Somalie**

Le président djiboutien s'est rendu en visite à Mogadiscio en Somalie samedi 16 mars 2019 sous prétexte d'inaugurer les nouveaux locaux de l'ambassade de Djibouti. En réalité le président Guelleh est allé solliciter le soutien du président somalien pour un retour sur la scène régionale où il est isolé depuis l'avènement du Premier ministre éthiopien, Aby Ahmed.

\*

**L'Association djiboutienne pour la défense des droits de l'homme et des citoyens condamne l'arrestation de jeunes étudiants Djiboutiens ce 19 mars 2019.** Un groupe d'étudiants de l'université de Djibouti étaient descendus dans la rue pour revendiquer leur ras-le-bol de la précarité et du chômage alors que notre pays dit enregistrer 7% de taux de croissance.

\*

### **Arrestation puis libération d'un lanceur d'alertes**

Arrestation et emprisonnement **le 26 mars 2019** d'un lanceur d'alertes, Houssein Mohamed Houmed Ganito. Après une semaine de détention arbitraire à Obock, dans le nord du pays, il a été transféré à Djibouti pour être présenté au parquet. Houssein Mohamed Houmed Ganito avait alerté sur les forces de l'AND à Moulhoulé qui ont abattu puis consommé la viande de deux dromadaires après avoir emprisonné les propriétaires. Mohamed Ganito a finalement été libéré suite à une forte mobilisation des jeunes mais les dromadaires n'ont pas été restitués à leurs propriétaires, eux-mêmes toujours détenus.

\*

**La Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH) rapporte des informations qui se sont produites à Boli (district de Tadjourah dans le nord du pays) dans la nuit du 31 mars au 1er avril.** Des militaires de l'AND stationnés à Boli ont sauvagement agressé Mohamed Hamadou Ibrahim, commerçant de la région et l'ont incarcéré durant toute la nuit dans leur caserne. Son camion et le chargement ont été confisqués dans les mêmes locaux.

\*

**Les autorités djiboutiennes ont émis un mandat d'arrêt contre Ahmed Osman Guelleh, le patron de la société locale GSK Group.** Selon des informations obtenues par La Lettre de l'Océan Indien, cela ferait suite à une dispute sur la façon dont l'homme d'affaires s'est disputé avec la famille du président djiboutien.

## **BAGNOLET ACCORDE SA PROTECTION CITOYENNE A MOHAMED KADAMY**

Île-de-France & Oise>Seine-Saint-Denis|Fanny Rocher| Bagnolet, mercredi 20 mars.

Mohamed Kadamy, réfugié politique djiboutien en France depuis 2006, a été mis en examen le 13 février dernier, à la demande son pays d'origine. Il est soutenu par sa ville d'adoption.

Quand on pose une question à Mohamed Kadamy, il nous fixe quelques instants avant de répondre, comme pour peser chaque mot. Depuis le 13 février, ce Djiboutien de 68 ans est mis en examen à la demande de son pays d'origine, alors qu'il a obtenu le statut de réfugié politique en 2006. Une décision « purement politique » selon lui, qui s'expliquerait par son rôle d'opposant au pouvoir djiboutien.

La ville de Bagnolet, où il réside, vient de lui accorder une « protection citoyenne » symbolique. Une soirée de solidarité est également organisée, ce vendredi soir au théâtre de l'Échangeur.

Plusieurs séjours en prison

« Dès le lycée », Mohamed Kadamy s'engage « contre le colonialisme ». Après l'obtention de son baccalauréat, il mène des études de droit à Paris. Il est très actif au sein de mouvements pour l'indépendance djiboutienne, proclamée le 27 juin 1977.

« Depuis son indépendance, le pouvoir à Djibouti a été confisqué par un clan qui écarte les autres groupes sociaux », déplore-t-il. Durant les années 1980, il effectue plusieurs séjours en prison, à cause de son engagement.

Il préside le Front démocratique de libération de Djibouti

En 1991, le Front démocratique de libération de Djibouti (FRUD) est créé et devient le principal parti d'opposition, dirigé depuis 2004 par Mohamed Kadamy. « Nous défendons l'idée d'une démocratisation du pays et du respect de toutes les communautés », explique le président du FRUD.

Le mouvement prend rapidement les armes, et Mohamed Kadamy continue la lutte depuis l'étranger. « En septembre 1997, le gouvernement éthiopien a demandé l'extradition des dirigeants du FRUD », se rappelle le Djiboutien.

Réfugié politique depuis 2006

Mohamed Kadamy va passer trois ans en prison, jusqu'en février 2000. Il s'installe alors à Bagnolet, avant d'obtenir le statut de réfugié politique en 2006.

Mais le 13 février, Mohamed Kadamy a été mis en examen, la justice française ayant accepté d'exécuter une commission rogatoire internationale émise par une juge djiboutienne.

Il est accusé d'avoir commandité la destruction de trois véhicules servant à transporter des militaires en septembre 2015, ce qu'il nie.

### **COMpte rendu de La SOIRÉE DE MOBILISATION avec KADAMY PROPOSE PAR MONSIEUR GUY LECROcq, DEPUTE PCF**

CR proposé par Monsieur Guy Lecroq, Député PCF, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale : Très belle soirée de mobilisation avec M. Kadamy, pour le respect du statut de réfugié politique à l'initiative du PCF.

++ Avec la participation de :

- Catherine Choquet Présidente de la LDH 93,
- Me Bérenger Tourné Avocat et conseil de Mohamed Kadamy,
- Pierre Laurent, Sénateur, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat
- Mohamed Kadamy Président du FRUD

++ Avec la présence de :

- Jean-Paul Lecoq Député, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale
- Nathalie Simonnet, Secrétaire du PCF
- Sylvie Jan, Présidente de France -Kurdistan
- Henriette Zoughebi, présidente de « L'égalité, c'est pas sorcier »
- Président de l'association Panafricaine
- Régis Hebette, Directeur du théâtre de l'Échangeur

++ Avec le soutien de:

- Mgr Gaillot, Evêque - Laurent Cantet, Cinéaste - Hervé Ossant, Secrétaire UD CGT 93 - Jean-Paul Escoffier, Président de l'AFASPA - Jean-Loup Schaal, Président de l'ARDHD
  - des Sénateurs Fabien Gay et Eliane Assassi
  - des Députés européens Marie-Christine Vergiat et Patrick Lehyaric
  - des Députés : Marie-Georges Buffet, Alexis Corbière, Fabien Roussel
  - des Maires d'Aubervilliers Meriem Derkaoui,, de Bagnolet Tony Di Martino, de Montreuil Patrice Bessac
  - Jacqueline Chonavel Maire honoraire de Bagnolet
  - des Conseillers régionaux Taillan Coskun et Didier Mignot
  - Laurent Jamet, Président du Groupe communiste et Citoyen de Bagnolet
  - Michel Léon, LDH Bagnolet et Conseiller des sections locales du PCF
  - EELV - GénérationS - l'appel des 100 - des amis de l'Humanité et d'autres personnalités et représentants d'Association.
- Malheureusement nous n'avons pas la possibilité de les citer tous, sans oublier plusieurs Conseillers départementaux. FIN

APPEL A LA CONFERENCE DE L'USN A BRUXELLES LE 6 AVRIL 2019



## Conférence de l'Union pour le Salut National (USN) à Bruxelles.

**Thème : Mobilisation et relance des activités.**

**Samedi 06 avril 2019 de 15h à 19h**

**Au 35, Rue du Fort, 1060 Saint-Gilles**

*(Tram 81, Arrêt Guillaume Tell ou en Tram 3,4 et 51, Arrêt Parvis Saint-Gilles)*

**Une intervention en ligne sera effectuée par le président de l'USN et  
Président du Haut-Conseil de l'ARD : Adan Mohamed Abdou**

**Les intervenants en salle de conférence seront :**

**Mahdi Ibrahim GOD, Vice-président de l'ARD**

**Saïd Houssein Robleh, Président de l'UDJ**

**Hachin Loïta, Secrétaire-Général de l'UDJ**

**Maki Houmed-Gaba, Représentant de l'ARD en Europe**

**Le compte rendu de la conférence sera présenté dans  
le prochain numéro de Réalité : édition d'avril 2019**

## **COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL (USN) du 10 mars 2019 à Djibouti**

La première conférence de l'Union pour le salut national (USN) reconstituée s'est tenue le dimanche 10 mars 2019 à Djibouti.

La conférence s'est fixée comme objectif de présenter la nouvelle entité devant la presse et face aux citoyens Djiboutiens et à la communauté internationale.

Les intervenants présents étaient :

- 1- M. Adan Mohamed Abdou, Président de l'USN et de l'ARD, Alliance républicaine pour le développement ;
- 2- M. Abdourahman Djama Andoleh, Président du PMP, Parti pour le Mérite et le progrès ;
- 3- M. Daher Robleh Ibrahim, 1er Vice-président de l'UDJ, Union pour la Démocratie et la Justice;
- 4- M. Ismaël Abdillahi Doualeh, Vice-président du PND, Parti National Démocratique ;
- 5- M. Houssein Robleh Dabar, 3ème Vice-président de l'UDJ, Union pour la démocratie et la Justice ;

Le président de l'USN nouvellement élu, Adan Mohamed Abdou, a présenté la situation qui prévaut à Djibouti avant d'adresser un message de bienvenue au président de la République française Emmanuel Macron en visite officielle à Djibouti le lendemain de la conférence.

Par la même occasion, le président de l'USN a rappelé les engagements d'Emmanuel Macron pour la fin de la Françafrique et pour l'appui à l'état de droit dans les pays d'Afrique. De surcroît, le président de l'USN demande expressément au président Emmanuel Macron de rappeler à Ismaël Omar Guelleh de devoir quitter sa fonction présidentielle à la fin de ce 4e mandat.

Le pouvoir du régime d'Ismaël Omar Guelleh perdure depuis 40 ans et la population est à bout de souffle. La vérité doit être dite à Ismaël Omar Guelleh.

Tout a changé depuis les réformes initiées par l'Éthiopie et Djibouti ne doit pas être en reste de ces changements et construire un État de droit. Pour ce faire, l'USN appelle à une transition pacifique qui doit couper court avec le passé.

La nation djiboutienne est au bord du délitement, c'est pourquoi l'USN est sur le terrain conformément à l'emblème USN signifiant « Ensemble, sauvons le pays ».

L'USN demande un changement radical du régime pour aboutir à un État de droit à Djibouti.

Ainsi se présente dans les grandes lignes le projet de l'USN.

Les revendications de l'USN sont rappelées brièvement puisqu'elles sont identiques à celles affichées depuis janvier 2013 à la création de la coalition.

L'USN a fait sa renaissance et est déjà sur le terrain. Quatre formations sont présentes aujourd'hui et les autres formations sont attendues ultérieurement.

Avant de conclure son intervention en français, le président de l'USN a exprimé son indignation à l'endroit de la justice française qui risque de faire extradier le grand combattant de la liberté, le président du FRUD, Monsieur Kadamy.

Le président de l'USN explique que tout le peuple djiboutien, l'USN et les partis qui la composent sont contre cette idée et expriment un soutien total à Mohamed Kadamy.

.../...



L'USN avertit le président Emmanuel Macron que la France ne pourra se prévaloir d'état de droit si sa justice se met au service et aux ordres de dictateurs, pour extradier un militant de la démocratie et un militant des droits de l'homme et le remettre à la dictature. Cela n'a jamais eu lieu dans un état de droit comme la France.

Le président de l'USN dit avoir honte pour la France et pour sa justice. La dernière fois, c'est de l'Éthiopie que M. Kadamy avait été extradé ainsi que ses compagnons. Aujourd'hui l'Éthiopie est en train de devenir un état de droit où se réfugient les personnes persécutées.

Il serait malheureux, rappelle le président de l'USN, que la France se comporte comme des dictatures en Afrique. L'USN veut dire très clairement à Monsieur Macron de laisser en paix Monsieur Kadamy.

Interventions des dirigeants USN en langues nationales

### **1-Adan Mohamed Abdou, Président de l'USN et Président de l'ARD**

Bismillahi arrahmani rahim Aujourd'hui, ici, en tant que USN, nous sommes en conférence de presse.

L'USN commence son travail et démontre ce qu'elle fait dans le pays. Elle voudrait que le peuple de Djibouti soit témoin de ces actions ainsi que le monde. L'USN réitère les mêmes revendications.

De plus, cette semaine, nous avons la visite à Djibouti du président français Emmanuel Macron, qui avait déclaré en 2016, alors qu'il était candidat aux élections présidentielles en France, qu'il contribuerait à la démocratie et à l'état de droit en Afrique.

Nous souhaitons lui rappeler cela. Lorsqu'il sera en entretien officiel avec IOG, nous voudrions qu'il parle avec IOG et lui dise la vérité sur les exactions et l'absence de liberté et de démocratie à Djibouti.

Il n'existe à Djibouti qu'une seule radio nationale et un seul journal d'État. Nous lui demandons de ne pas aider la dictature djiboutienne.

Par ailleurs, nous sommes choqués de l'attitude de la France à l'égard de l'affaire Kadamy.

Mohamed Kadamy, président du FRUD est le doyen de l'opposition djiboutienne. Le menacer d'extradition est inadmissible.

Que nous soyons USN et plus généralement peuple de Djibouti, nous sommes tous contre cette extradition et nous sommes tous aux côtés de M. Kadamy.

Que l'on donne la paix à Kadamy et que Monsieur Macron arrête cette injustice dans son pays.

Nous ne vivons pas une époque où l'on doit soutenir des dictateurs mais les remettre à leur place.

Autrefois la France était connue comme le pays des droits de l'homme. Si aujourd'hui la France se comporte comme un pays de dictateur, alors elle doit savoir qu'elle a perdu son honneur.

### **2-Djama Abdourahman Andolé, Président du PMP**

Je voudrais m'adresser spécialement aux habitants de Balbala, banlieue de la capitale de Djibouti.

Les pères et les mères qui vivent à Balbala, alors que vous avez une dizaine d'enfants sans activité cloîtrés chez vous, le régime vous fait appel en échange de quelques bottes de kat.

Comment ce père de famille ne demande pas à faire embaucher ses enfants et se contente d'accepter les bottes de kat ? Les mères de ces familles doivent demander à leurs maris de réclamer le droit au travail de leurs enfants.

Cela signifie que nous avons même perdu les bons réflexes de demander simplement le respect des droits de nos enfants. Comment serons-nous sensibles à nos concitoyens dans leur ensemble si nous ne sommes pas sensibles à nos propres enfants ? Pères et mères Djiboutiens, vous voyez comment le monde fonctionne. Vous voyez ce que les Algériens ont réussi à réaliser. Vous avez autrefois combattu les colons les mains nues, alors qu'aujourd'hui, vous n'êtes pas en mesure de nettoyer la rue en face de chez vous, de refuser les drogues que l'on vous livre.

Dans de telles situations, comment allez-vous en vouloir à d'autres plutôt qu'à vous-mêmes ? Comment pouvez-vous accepter de vivre dans des têtes brûlées par le soleil ?

Le régime se nourrit tout seul et vous demande de tourner. Mais comment tourner si l'on n'a rien mangé ? Nous sommes une population qui n'a plus les moyens de se nourrir alors que l'argent existe à Djibouti. Aussi, je vous dis qu'il vous appartient de prendre votre destin en main. Si vous vous mobilisez, les choses pourront changer. Dans le cas contraire, elles ne feront que s'aggraver et aggraver votre mal de vivre.

Nous vous invitons à rejoindre l'USN, pour qu'ensemble nous puissions défendre nos droits de citoyens. Le tribalisme n'existait pas quand le peuple était uni. Il est temps pour tout le monde de se réveiller et de se prendre en charge. Merci de votre attention.

3-Daher Robleh Ibrahim, 1er Vice-président de l'UDJ

Bismillah arrahmani rahim

Nous nous sommes retrouvés ici aujourd'hui pour un rassemblement des forces de l'opposition afin de reconstruire l'USN.

L'objectif de l'USN est de construire un projet pour le peuple et pour le pays. Nous demandons au peuple de Djibouti d'être attentif et de tendre l'oreille. Nous nous adressons à ce peuple de Djibouti pour qu'il prenne sa responsabilité. Le régime a toujours menacé que la paix ne serait pas préservée si la population ne restait pas sagement en place. Aujourd'hui nous voyons tous ce que cette idée de « paix » a provoqué : comme le laisser aller, la pauvreté ou les maladies chez la population.

La patience de la population était basée sur une confiance qu'elle avait accordée au régime.

Demain à l'occasion de nouvelles élections, le même régime reviendra devant vous et vous demandera de lui faire confiance et de ne pas vous soulever.

La confiance que l'on pouvait avoir dans ce régime est terminée. Que ce soit sur le plan de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, tout le monde voit aujourd'hui les conséquences de votre silence. On a vu la jeunesse fuir vers l'étranger pour échapper à la misère, au chômage et à l'absence de l'éducation.

Des jeunes ingénieurs, des diplômés dans tous les secteurs des études sont cloîtrés dans leurs maisons, ne sachant quoi faire pour gagner leur vie.

La valeur des études que ces jeunes ont suivies se révèle sans intérêt puisque ceux-ci ne peuvent pas en profiter ni pour vivre ni pour construire leur pays. Aujourd'hui, des révolutions pacifiques se sont produites dans le monde et nous souhaitons que les mêmes changements adviennent dans ce pays dans la paix et pour préserver la paix. Nous appelons le peuple à prendre conscience de cet enjeu et à rejoindre l'opposition. Merci de votre attention.

**4-Ismael Abdillahi Doualeh, Vice-président du PND**

Bismillahi rahman, wa salaatu wa sallaamu ala achrafil mouraslin. Sayyidi wa habibi wa nuur qalbi md

Chers frères. Sachez pourquoi ce matin nous nous sommes réunis en conférence USN !

Parce que nous voulons ensemble faire aboutir la victoire de la justice et mettre un terme à l'injustice. Que l'égalité vienne prendre la place de l'inégalité. Que la paix entre les citoyens vienne prendre la place des risques de conflit.

C'est cela que nous recherchons. Votre engagement est votre part de contribution indispensable pour sauver vos familles, pour sauver vos enfants et vos parents. Vous avez tous la responsabilité de prendre cet engagement.

Celui qui n'est pas conscient de sa responsabilité commet un non-sens par rapport à son divin créateur à qui il rendra des comptes.

Je demande au président IOG de ne pas oublier que les populations de Balbala sont aussi les enfants du pays et qu'il ne peut pas continuer de les traiter comme ils le sont actuellement, enfermés dans des tôles brûlantes.

Vous ne pouvez pas oublier que les enfants de Djibouti doivent être traités sur un pied d'égalité. Des enfants qui ont droit à l'eau fraîche à côté d'enfants sans accès au robinet, ne sont-ils pas les uns et les autres les mêmes enfants du pays ?

Nous voulons une fraternité au sein de la population et nous voulons sauver notre pays. Merci.

#### **5-Houssein Robleh Dabar, 3ème Vice-président de l'UDJ**

Mes amis de l'USN ont effectué un grand tour des thèmes.

Je voudrais compléter avec un témoignage en soutien à Mohamed Kadamy.

Nous sommes choqués d'entendre que le gouvernement français risque de l'extrader vers Djibouti.

La France doit savoir que nous sommes tous aux côtés de Mohamed Kadamy, que nous soyons USN ou que nous soyons le peuple de Djibouti en général. Ce serait une décision terrible que de faire extradier Mohamed Kadamy vers le pays de la dictature. Un homme qui vit depuis 40 ans dans le pays français et qui n'a pas l'occasion de vivre dans son pays, comment se fait-il que ce pays qui se dit pays des droits de l'homme veuille l'extrader ?

Le gouvernement français ignore-t-il le dernier massacre commis à Bouldhouqo et que le même dictateur se prépare à un cinquième mandat présidentiel ? Nous sommes ainsi également contre le 5 e mandat du dictateur IOG. Monsieur le président de la France, comment pouvez-vous prendre le parti du dictateur IOG alors que le peuple djiboutien est aux côtés de Mohamed Kadamy ?

Nous appelons aussi les jeunes Djiboutiens à se tenir aux côtés de Mohamed Kadamy.

L'Éthiopie qui autrefois extradait les opposants des pays voisins est en train de devenir une démocratie. Comment la France peut-elle devenir un pays qui extrade des opposants ? Merci encore.

#### **CONCLUSION**

La première conférence de l'USN s'est clôturée en fin d'après-midi et a permis de jeter les bases de la relance de la coalition. Une nouvelle charte et un nouveau règlement intérieur seront discutés. Un prochain congrès se tiendra avec plus de formations présentes et le nom de la coalition USN pourrait être changé si la majorité du congrès le met au vote.

Fait à Djibouti, le 17 mars 2019

Page 11/12



### **Lettre de Philippe Martinez à Jean-Yves Le Drian**

Monsieur le Ministre,

Le Président de la République française se rendra dans les jours qui viennent à Djibouti.

Nous avons été sollicités à cet égard par les syndicalistes djiboutiens nous demandant de porter à votre connaissance les graves atteintes aux libertés syndicales qui perdurent depuis septembre 1995.

Sans distinction, le gouvernement avait licencié, brutalisé et incarcéré arbitrairement des centaines de travailleurs, dont les dirigeants de deux centrales de l'UDT et de l'UGTD. Ces dirigeants demeurent jusqu'à ce jour licenciés malgré les recommandations et résolutions du BIT, chaque année réitérées lors des conférences internationales du travail de juin.

Cette décision gouvernementale avait été prise suite à une grève générale déclenchée par l'intersyndicale afin de protester contre le programme d'ajustement structurel instituant d'autorité une retenue de 30% à 40% sur les salaires de tous les travailleurs.

Par ailleurs, depuis bientôt une décennie, la CISL puis la CSI ainsi que des fédérations syndicales internationales sont interdites d'entrée en territoire djiboutien, ayant fait l'objet de mesures abusives de refoulement et d'expulsions, y compris pour les représentants du BIT et de la FIDH qui les avaient accompagnés en 2006. Ces interdictions et refoulements persistent jusqu'à ce jour. Les derniers remontent au mois d'octobre 2017.

De plus, force est de constater que deux ans après la décision du gouvernement d'entamer des négociations avec l'intersyndicale, celles-ci ont été rompues à l'initiative du même gouvernement qui les avaient initiées après que ce dernier ait annulé la venue d'une mission de la Confédération Syndicale Internationale dans laquelle la CGT et la CFDT étaient représentées.

Les pressions et répressions sous toutes leurs formes s'abattent sur les syndicats sectoriels, sur les militants et les affiliés qui souhaitent faire respecter leurs droits.

Ainsi, le gouvernement djiboutien viole la constitution de son propre pays, y compris l'Article 15 qui stipule clairement la liberté syndicale ainsi que les conventions et recommandations de l'OIT qu'il a librement ratifiées.

Nous pensons que dans le cadre des relations bilatérales des gouvernements, la dimension sociale, le respect des droits de l'homme et des travailleurs ne peuvent être absents des échanges et doivent même en être le centre. Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire,

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Philippe MARTINEZ  
Secrétaire général de la CGT  
Montreuil, le 5 mars 2019

\*

Page 12/12